



CÉRÉMONIE
à l'occasion de la
Journée mondiale de l'alimentation

Allocution du Directeur général

Dr Jacques Diouf

Salle plénière de la FAO
Rome, 15 octobre 2010

**Allocution du Directeur général
prononcée lors de la célébration officielle de la Journée mondiale de
l'alimentation 2010
Salle plénière de la FAO, Rome, 15 octobre 2010**

*Son Excellence M. Paul Kagamé, Président du Rwanda,
M. Vincenzo Scotti, Sous-secrétaire aux affaires étrangères du Gouvernement italien,
Mgr Renato Volante, Observateur permanent du Saint-Siège auprès de la FAO,
Mesdames et Messieurs les ministres et ambassadeurs,
Honorables invités,
Excellences, Mesdames et Messieurs,*

Nous nous réunissons aujourd'hui à l'occasion de la trentième Journée mondiale de l'alimentation. Cela fait donc trente ans que cet événement est célébré régulièrement, partout dans le monde. La Journée mondiale de l'alimentation fut observée pour la première fois le 16 octobre 1981, donnait suite à une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies affirmant que l'alimentation est nécessaire à la survie et au bien-être des personnes et qu'elle est un besoin humain fondamental.

Le mois dernier, à la veille du Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement, la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont publié les nouveaux chiffres sur la faim, qui font apparaître que 925 millions de personnes souffrent aujourd'hui de faim et de malnutrition chroniques. On peut certes se réjouir que ce chiffre ait diminué par rapport à 2009, mais il n'en demeure pas moins inacceptable.

De plus, aujourd'hui, une centaine de pays ont recours à une aide d'urgence pour reconstruire leur capacité de production agricole et 30 pays sont en situation de crise alimentaire. En conséquence, le niveau du programme d'urgence de la FAO dans ces pays s'élève maintenant à 1,1 milliards de dollars E.U. impliquant 2000 experts et techniciens.

La persistance de la faim dans de telles proportions, malgré une offre alimentaire abondante au plan mondial, de meilleures perspectives économiques et une baisse relative des prix des denrées alimentaires, est le signe d'un problème plus profond. En effet, si nous en sommes arrivés aujourd'hui à cette situation dramatique, c'est que, au lieu de s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire, le monde a négligé l'agriculture dans les politiques de développement, occasionnant dans les pays en développement en particulier un investissement insuffisant dans ce secteur.

La production agroalimentaire devra non seulement assurer la sécurité alimentaire des populations aujourd'hui affamées, mais encore augmenter de 70 pour cent à l'échelle mondiale et même doubler dans les pays en développement pour nourrir convenablement une population mondiale qui devrait atteindre 9,1 milliards de personnes en 2050. La croissance démographique concernera exclusivement les pays en développement, où vit la quasi-totalité des personnes sous-alimentées. Nous devons absolument inverser la tendance, depuis longtemps en baisse, de l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture. Celle-ci est en effet passée de 19 à 3 pour cent entre 1980 et 2006, et elle est aujourd'hui d'environ 6 pour cent. Il appartient par ailleurs aux gouvernements des pays à faible revenu et à déficit vivrier d'accroître la part du budget national allouée à l'agriculture – qui est aujourd'hui d'environ 5 pour cent en moyenne, en l'établissant à au moins 10 pour cent.

Il faudra parvenir à améliorer la production vivrière en relevant plusieurs nouveaux défis. Les populations urbaines augmenteront de 82 pour cent, soit d'environ 3 milliards de personnes, alors que la population rurale se réduira de 20 pour cent. Cela signifie une baisse de la main d'œuvre rurale. Il faut ajouter à ceci la demande accrue de cultures fourragères pour la production des biocarburants, laquelle a plus que triplé entre 2000 et 2008. Ce secteur détourne chaque année environ 100 millions de tonnes de céréales au détriment de la consommation alimentaire. Il y a aussi l'impact du changement climatique sur la production, avec des événements météorologiques plus fréquents et plus violents qu'auparavant.

Une autre menace à la sécurité alimentaire, qui exige une attention particulière, est l'instabilité croissante des marchés des denrées alimentaires. Les fortes fluctuations des prix ont une incidence directe sur les flux et les décisions d'investissement et frappent de plein fouet les consommateurs pauvres, qui consacrent de 50 à 60 pour cent de leurs revenus à l'alimentation. Elles menacent aussi la stabilité politique et sociale. Les décisions prises unilatéralement par certains gouvernements en vue de limiter les exportations ont tendance à aggraver la situation et, éventuellement, d'accentuer la spéculation. Il faut que les choix politiques soient plus cohérents et mieux coordonnés pour assurer un accès sans obstacle à l'offre mondiale et améliorer la confiance dans les marchés et la transparence de leur fonctionnement. Nous devons nous doter de toute urgence d'instruments et de mécanismes efficaces pour parer à l'instabilité des prix des denrées alimentaires.

Nous devons aussi garantir aux consommateurs la sécurité sanitaire des la qualité des aliments qu'ils consomment. Nous avons besoin de nous protéger contre les ravageurs et les maladies des plantes et des animaux. Il faut également

que nous nous dotions des capacités pour répondre efficacement aux situations d'urgence résultant de catastrophes naturelles.

La solution durable au problème de l'insécurité alimentaire réside dans l'amélioration de la production et de la productivité agricoles dans les pays en développement et dans le renforcement de leur capacité de résistance, afin qu'ils puissent produire les aliments nécessaires et de mieux résister aux crises.

Le travail accompli par la FAO montre que la planète peut produire suffisamment pour nourrir sa population, à condition que des mesures concrètes et ciblées soient prises aujourd'hui pour remédier aux causes profondes et multiples de la faim. Mais il ne s'agit pas simplement d'établir un bilan mondial des besoins et de l'offre. Nous devons plutôt centrer nos objectifs sur les petits exploitants des pays à faible revenu et à déficit vivrier, car c'est dans ces pays que vivent la majorité des personnes sous-alimentées et ce sont ces pays qui absorberont l'essentiel de la croissance démographique. Les revenus générés par quelque 500 millions de petits exploitants cultivant des superficies de moins de deux hectares chacun assurent la subsistance d'environ deux tiers des trois milliards de ruraux dans le monde.

Pour améliorer la productivité des petits exploitants, il faut que les infrastructures rurales soient renforcées, que des routes soient construites, que l'accès à des intrants de qualité et à des technologies modernes d'exploitation des ressources foncières et hydriques soit amélioré, que des formules de crédit plus adaptées et de meilleurs services de vulgarisation soient proposés, que les exploitants soient mieux équipés en machines et en outils et que les agriculteurs soient mieux préparés et formés.

Nous disposons des ressources mondiales, de la technologie et du savoir-faire nécessaires pour garantir à chaque être humain le droit à l'alimentation. Partout dans le monde, notamment en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, nombreux de pays ont accompli des progrès remarquables dans leur lutte contre la faim. Cela signifie que nous savons ce qu'il faut faire pour triompher de ce fléau.

Nous devons tirer les enseignements des réussites du passé. La FAO a déjà salué le rôle clé du Docteur Norman Borlaug, plus connu comme le père de la Révolution verte, pour ses travaux novateurs dans les années 1960, au Mexique puis en Inde, qui ont conduit, grâce à des investissements pertinents dans les infrastructures rurales et à l'accès à des intrants modernes, à une croissance sans précédent de la production vivrière, et qui ont permis d'éviter une famine de masse. L'engagement, le dévouement et les efforts sans relâche de Norman Borlaug ne devraient cesser de nous inspirer.

L'accroissement des rendements agricoles mondiaux obtenu entre 1965 et 2000 est dû pour moitié aux progrès réalisés dans le domaine phytogénétique. L'autre moitié est le résultat des améliorations concernant l'approvisionnement en eau, les engrains et les pratiques de gestion des cultures de plein champ. On peut augmenter la production agricole de façon durable en ayant recours aux bonnes politiques, en assurant aux agriculteurs des incitations et des revenus suffisants, mais aussi en adoptant les technologies et les approches les plus adaptées. Nous verrons dans quelques minutes, dans le spot qui va suivre, comment y parvenir.

Pour apporter les meilleures réponses au problème de la faim, il faut que tous les acteurs concernés agissent d'urgence, avec détermination et de manière concertée, et ce, à tous les niveaux. Il faut que nous soyons tous unis. C'est pour cette raison que la Journée mondiale de l'alimentation a été placée, cette année, sous le thème « Unis contre la faim ». La sécurité alimentaire est une responsabilité qui n'appartient pas à une entité particulière. Elle incombe à chacun de nous.

La récente réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale est un jalon important dans cette direction. Un de ses aspects clés est de faire du Comité la plateforme mondiale où se rencontreront le plus grand nombre de parties prenantes pour œuvrer collectivement à la sécurité alimentaire. La participation d'un large éventail d'acteurs – États Membres, institutions du système des Nations Unies, représentants de la société civile, d'ONG, d'organisations d'agriculteurs, du secteur privé ainsi que centres de recherche agricole internationaux et institutions financières régionales et internationales – fait de cette tribune le lieu idéal pour la convergence des politiques et la coordination de l'action et de l'expertise dans la lutte contre la faim.

Un autre exemple d'initiative commune pour éliminer la faim est le projet « 1 milliard d'affamés », qui rassemble déjà plus d'un million de participants dans le monde entier. Il s'agit d'une campagne internationale de promotion et de sensibilisation qui vise, grâce à la participation active d'autre institutions des Nations Unies, d'ONG, de groupes de jeunes, d'organisations d'agriculteurs, de représentants du secteur privé, des Ambassadeurs de bonne volonté de la FAO et d'autres personnalités, à exercer des pressions sur les dirigeants politiques afin qu'ils prennent des mesures d'urgence contre la faim et la malnutrition.

Aujourd'hui toutefois, l'un des plus grands succès de notre action collective est notre victoire sur la peste bovine. J'ai l'immense joie de vous annoncer que nous sommes enfin sur le point d'atteindre notre objectif d'éliminer la peste bovine de la surface de la Terre. Je peux d'ores et déjà vous révéler que la FAO est en train de conclure ses opérations sur le terrain et que nous devrions déclarer

l'éradication officielle, conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé animale, à la mi-2011. Il s'agit là de la première éradication mondiale d'une épizootie et de la deuxième éradication d'une maladie, après la variole.

La peste bovine a sévi en Europe, en Asie et en Afrique pendant des millénaires, provoquant des situations de famine de très grande ampleur et décimant des millions d'animaux d'élevage et sauvages. Pour la seule période de 1980 à 1984, elle a entraîné en Afrique des pertes directes estimées à 500 millions de dollars.

À l'heure où le Programme mondial d'éradication de la peste bovine, lancé en 1994, est sur le point d'atteindre son objectif, à savoir éliminer cette maladie dévastatrice, permettez-moi de souligner que l'extraordinaire réussite de cette initiative n'aurait pas été possible sans les efforts conjugués et la détermination inébranlable des gouvernements de tous les pays touchés et exposés, sans le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine, sans les organisations régionales compétentes d'Asie et d'Europe, et sans le soutien continu des organismes donateurs engagés dans cette lutte. Je souhaite également saisir cette occasion pour remercier tous ceux qui ont investi leur temps et leur carrière dans cette entreprise majeure.

*Son Excellence M. Paul Kagamé,
Mesdames et Messieurs les ministres et ambassadeurs,
Excellences, Mesdames et Messieurs,*

En cette période de difficultés et de défis, il est de notre responsabilité à tous de répondre aux besoins de ceux qui souffrent de la faim et de la pauvreté. C'est là l'espoir que caressaient les pères fondateurs de notre Organisation. Nous ne pouvons rester indifférents au fait que 925 millions de nos semblables souffrent quotidiennement de la faim. C'est inadmissible. Nous devons nous unir pour atteindre notre but commun : libérer le monde de la faim.

Je suis convaincu que, unis, nous pouvons vaincre la faim.

Je vous remercie de votre attention.